

### [Pax Atomica entre l'Italie et la France](#)



Nicolas Sarkozy a repris son bâton de pèlerin nucléaire et à converti son ami Silvio Berlusconi de réactiver le programme nucléaire italien. Coïncidence des dates, l'annonce intervient alors que l'Iran inaugure sa première centrale nucléaire sous les yeux écarquillés de l'Occident.

Alors que EDF entassée sous plus de 23,5 milliards d'euros de dettes et AREVA qui creusent son déficit avec des problèmes conséquents pour la construction de 2 nouvelles centrales EPR, c'est une bouffée d'air frais que le président tente d'apporter aux constructeurs français. Mais à l'instar des tournées déjà effectuées par le président français en Libye, en Chine ou en Inde, ce projet doit encore se concrétiser matériellement.

Le prix d'une centrale EPR d'AREVA est estimée à 6 milliards d'Euro (pour l'année 2010). La situation économique actuelle de l'Italie risque de peser lourdement dans le timing de la réalisation de cet accord.

«Nous promettons une coopération illimitée», a insisté Nicolas Sarkozy «D'ici à 2020, les centrales nucléaires devront être développées massivement.»

«C'est une joie d'avoir signé ces accords», s'est félicité le président du Conseil italien, évoquant l'autre volet de l'entente, à savoir un partenariat industriel entre EDF et Enel, parallèlement à l'accord général sur le développement commun de la filière atomique.

ENEL, la société nationale d'électricité italienne, propriétaire de 12,5% dans la construction du réacteur EPR de Flamanville, France, devrait participer à la construction de 4 à 5 futures centrales EPR. Selon les spécialistes, il faudra 25-30 milliards d'Euro d'investissement pour la création de 1'200 emplois fixes à long terme.

Mais surtout, EDF et Enel, portés à bout de bras et lourdement subventionnés par leurs gouvernements respectifs, vont créer une société mixte paritaire visant à construire de nouveaux réacteurs dans des pays tiers et dans la Péninsule.

En novembre 1987 suite à la catastrophe de Tchernobyl, les Italiens renoncèrent par référendum au nucléaire. Pour l'imposer le revirement à 180° de la situation, il faut réunir des conditions politiques indispensables soit un gouvernement stable et une majorité compacte. M. Berlusconi, dont le programme prévoyait le retour au nucléaire, dispose de ces deux atouts.